Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS Agression Estrie) accompagne, depuis de nombreuses années, des femmes immigrantes aux parcours migratoires complexes.

Immigrer au Québec n'est jamais simple. Les trajectoires migratoires sont souvent longues, empreintes d'incertitudes et parfois de déracinement. Lorsqu'on y ajoute le fait d'être une femme, souvent à la croisée de multiples formes d'oppression — racisme, précarité économique, isolement social, statut migratoire précaire — les barrières se multiplient.

Les femmes que nous rencontrons ne manquent ni de force ni de résilience. Elles se relèvent, apprennent une nouvelle langue, reconstruisent leur vie et continuent d'avancer malgré tout. Mais trop souvent, elles doivent le faire dans un système qui les invisibilise. Les conséquences sont immenses : détresse psychologique, perte de repères, peur constante, difficultés à fonctionner au quotidien. Et pour certaines, à cette violence s'ajoute une réalité encore plus brutale : une grossesse non prévue, issue de l'agression.

En 2026, au Québec, des femmes sans statut migratoire doivent payer de leur poche pour accéder à des soins de santé essentiels en lien avec les grossesses non prévues. Des soins urgents. Des soins nécessaires. Comment peut-on accepter qu'une femme agressée sur notre territoire doive débourser des sommes exorbitantes pour recevoir des soins médicaux? Comment peut-on tolérer qu'une survivante soit forcée de choisir entre sa santé et sa survie financière? Ces femmes vivent déjà dans la peur : peur de dénoncer, peur de ne pas être crues, peur des représailles, peur du système. Et pourtant, lorsqu'elles trouvent le courage de demander de l'aide, c'est un autre mur qui se dresse devant elles : celui de l'accès aux soins de santé relié à la grossesse. Peu importe le choix qu'elles font, les femmes se retrouvent à faire face à des coûts exorbitants, pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers de dollars selon leur statut. Cette réalité est inacceptable. Elle frappe de plein fouet les femmes immigrantes, qui peinent déjà à répondre à leurs besoins de base, les plaçant dans des situations de grande vulnérabilité et mettant leur santé en danger.

Nous le disons sans détour : le droit à la santé ne devrait jamais être conditionnel à un statut. Le droit à la dignité ne devrait jamais être négociable. Et le droit de recevoir des soins lors d'une grossesse non prévue après une agression sexuelle devrait être une évidence, pas un privilège.

Chaque année, dans notre région, ces situations se répètent. Les femmes sont laissées à elles-mêmes dans un système où les ressources se renvoient la balle. Pendant ce temps, les organismes communautaires et les professionnel.le.s de la santé, malgré leur engagement, demeurent impuissant.e.s fasse à l'ampleur des besoins et au manque criant de solutions. Nous demandons que des mesures concrètes soient mises en place afin de garantir un accès gratuit, sécuritaire et sans discrimination aux soins de santé peu importe leur statut migratoire. Nous demandons que les instances gouvernementales reconnaissent cette réalité et y répondent avec humanité, rigueur et responsabilité.

Le CALACS Agression Estrie en collaboration avec SOS Grossesse Estrie

Mission de l'organisme: Depuis près de 50 ans, le Calacs Agression Estrie vient en aide aux femmes et aux adolescentes de 12 ans et plus ayant été victimes d'agression à caractère sexuel ainsi qu'à leurs proches. L'organisme communautaire autonome offre des services d'aide directe, de prévention et de sensibilisation aussi bien qu'il réalise des luttes et des actions politiques.

Le Calacs Agression Estrie est financé par la Ville de Sherbrooke, Centraide Estrie et CIUSSS Estrie

Pour information: Kelly Laramée
communication_interv@calacsestrie.com
819 563-9999 poste 222
ou cellulaire 819 679-5210